

MILK-NEWS



Chers éleveurs, chers intéressés,

Lors de son assemblée générale le mois dernier, le European Milk Board (EMB) a élu un nouveau comité directeur. À moi aussi les membres de l'EMB ont accordé leur confiance. Pour cette raison je voudrais profiter de cette occasion pour me présenter brièvement. Mes collègues du nouveau comité directeur feront de même lors des prochaines éditions du bulletin mensuel de l'EMB.

Mon nom est Erna Feldhofer, j'ai 42 ans et je suis, depuis novembre 2010, présidente de la fédération autrichienne IG-Milch. Avec ma famille je gère un élevage bovin en activité principale (vaches de la race Fleckvieh). Notre exploitation est située à une altitude de 820m, dans la région autrichienne de la Styrie. Par mon travail de longue date au sein du comité directeur de la IG-Milch, j'ai déjà souvent eu la possibilité de participer à l'assemblée générale de l'EMB. Il est particulièrement intéressant et impressionnant pour moi de découvrir davantage au sujet de la situation des exploitations agricoles dans les différents pays grâce à des échanges personnels avec les autres membres. Mais c'est en même temps effrayant de se rendre compte que les agriculteurs se trouvent partout dans la même situation. Produire du lait à un prix rémunérateur n'est plus possible nulle part. Je suis consternée qu'à cause de décisions arbitraires de la part des institutions politiques - qui au fond ont été créées pour le bien des citoyens - des emplois et des moyens d'existence soient détruits.

Je trouve particulièrement insolent que les conditions mises en place aient de toute évidence toujours comme résultat que la matière première - le lait - reste bon marché. Les producteurs de lait sont à la merci d'un marché libre qui en réalité ne l'est pas. La situation des producteurs de lait est très tendue dans l'ensemble de l'UE. Prochainement des décisions politiques importantes seront prises dans le cadre de la réforme de la politique agricole européenne.

Il est donc d'autant plus important de s'organiser au niveau européen. Le European Milk Board nous en offre la possibilité et je me réjouis déjà, en tant que nouveau membre du comité directeur, de pouvoir y contribuer. Car en fin de compte chacun en bénéficiera si notre organisation est forte!

Votre

Erna Feldhofer (Présidente du IG-Milch Autriche et membre du comité directeur de l'EMB)

L'assemblée générale du European Milk Board pose les jalons pour l'avenir du mouvement des producteurs de lait en Europe

Les 12 et 13 mars 2012 a eu lieu à Bruxelles l'assemblée générale semestrielle du European Milk Board (EMB). Les représentants des organisations membres ont élu le nouveau comité directeur

et décidé de la stratégie de l'EMB envers le monde politique et la société civile.

Tout comme les années précédentes, l'assemblée générale de l'EMB était l'occasion pour les participants de rencontrer de vieilles connaissances ainsi que de nouveaux compagnons de lutte des fédérations membres nationales, afin de discuter ensemble de la situation actuelle des producteurs de lait en Europe, d'échanger leurs expériences et de décider des lignes directrices pour le travail futur de l'EMB au niveau européen. Le premier jour, la vice-présidente de l'EMB, Sieta van Keimpema, présenta les activités de l'organisation de l'année précédente. Ainsi elle fit entre autres un compte rendu des nombreuses conversations avec des responsables politiques dans le domaine de l'agriculture à Bruxelles et dans d'autres capitales européennes et parla des actions de l'EMB à l'occasion de foires de l'agriculture comme la Semaine Verte Internationale de Berlin.

Dans un exposé très intéressant, le professeur Lütge de l'Université Technique de Munich confirma, à la satisfaction des producteurs de lait européens, qu'un marché a besoin de règles de jeu morales pour pouvoir fonctionner correctement. Quant à l'avancement du projet "lait équitable", les différents pays impliqués firent part aux autres de leurs expériences respectives, très prometteuses pour l'avenir du projet. Après une introduction du membre belge du comité directeur, Erwin Schöpges, au sujet de la stratégie future de l'EMB et la discussion approfondie qui s'en suivit, les membres décidèrent de travailler désormais sur deux fronts. D'un côté les actions et rencontres prometteuses envers la politique européenne doivent être poursuivies, de l'autre côté il faut commencer à mettre en œuvre le regroupement des producteurs de lait au niveau européen, afin de donner suite au « paquet lait » de l'Union européenne adopté en janvier qui en offre désormais la possibilité.

Le deuxième jour était marqué par l'élection des membres du nouveau comité directeur de l'EMB pour les deux années à venir. Pour la première fois, les pays membres étaient répartis en groupes de pays correspondants à l'Europe septentrionale, centrale/orientale, occidentale et méridionale, afin de garantir une représentation régionale équilibrée au sein du comité directeur. L'engagement et une identification forte aux objectifs de l'EMB furent au centre de la discussion précédant l'élection. Les résultats des trois tours de scrutin sont les suivants: Romuald Schaber (BDM, Allemagne) et Sieta van Keimpema (DDB, Pays-Bas) furent réélus comme Président et Vice-Présidente; les mandats de Roberto Cavaliere (APL, Italie) et Erwin Schöpges (MIG, Belgique) furent confirmés; Richard Blanc (APLI, France), Erna Feldhofer (IG-Milch, Autriche) et John Comer (ICMSA, Irlande) furent élus comme nouveaux membres du comité directeur.

Après deux jours de travail intensif, tous les participants pouvaient rentrer chez eux avec le sentiment que l'EMB est bien préparé pour l'avenir, tant au niveau du contenu qu'au niveau du personnel. Maintenant il ne reste plus qu'à s'attaquer aux autres tâches, afin d'atteindre l'objectif d'une structure de marché équitable et assurant la survie économique des producteurs de lait en Europe.

Christian Schnier (EMB)

Ce printemps les producteurs de lait sont à nouveau très actifs en Europe - participez!

Le temps s'améliore, le printemps arrive bientôt et comme toujours les membres du European Milk Board et des fédérations laitières nationales prennent activement part à des événements, des actions et des manifestations partout en Europe. On ne nous écouterait que si nous montrons que nous sommes présents. Cela est d'autant plus vrai en ce qui concerne la politique de l'UE, car pour

disposer d'une voix à Bruxelles, il faut faire pression à la base. Le mieux c'est de commencer dès avoir franchi les limites de l'exploitation. C'est la seule manière de s'assurer que son propre gouvernement et le député de la région portent le message à Bruxelles.

Voici un aperçu des actions prévues jusqu'à présent:

Action 1: Manifestation à Vienne

Le 30 mars une manifestation sous le slogan "Nous en avons marre!" eut lieu en Autriche. De nombreux agriculteurs, ONG, groupes de consommateurs et surtout un grand nombre de citoyens inquiets s'étaient rendus à Vienne, afin de montrer leur mécontentement face à une agriculture qui ne respecte pas les exigences permettant une production alimentaire durable. (Personne de contact: Erna Feldhofer, e.feldhofer@ig-milch.at, langues: DE/EN)

Action 2: Glace équitable en Belgique

En Belgique, ce 19 avril à partir de 15h30, la nouvelle gamme de crème glacée de la marque belge du lait équitable FAIREBEL sera présentée à Francorchamps. En plus des invités des mondes politique, économique et des médias, le Commissaire européen de l'agriculture Dacian Cioloș prendra part à l'événement en tant qu'invité d'honneur. (Personne de contact: Erwin Schöpges, toemmelhof@skynet.be, langues: DE/FR)

Action 3: Convoi de tracteurs à Constance

La conférence des ministres allemands de l'agriculture aura lieu cette année à Constance. Il s'agit d'une réunion des ministres de l'agriculture des états fédérés allemands (Länder). À cette occasion, la fédération nationale des producteurs de lait allemands (BDM) organisera le 26 avril un convoi de tracteurs. Les producteurs laitiers de Suisse ou d'Autriche qui souhaitent participer sont les bienvenus. (Personne de contact: Hans Foldenauer, hans.foldenauer@t-online.de, langues: DE/EN)

Action 4: Manifestation à Stockholm

Les producteurs laitiers suédois prévoient une manifestation à Stockholm le premier juin. L'objectif de l'événement est d'attirer l'attention sur la situation insoutenable concernant les prix pratiqués sur le marché du lait suédois. Les collègues de l'organisation suédoise Sveriges Mjölkbönder ont besoin de soutien et seraient très reconnaissants si des producteurs de lait d'autres pays européens pouvaient se joindre à eux. (Personne de contact: Niclas Axelsson, henja.lantbruk@gmail.com, langues: DE/EN)

Christian Schnier (EMB)

Le European Milk Board élit un nouveau comité directeur

Les membres du European Milk Boards (EMB) ont élu un nouveau comité directeur lors de leur assemblée générale du 13 mars à Bruxelles. Les sept membres du comité directeur sont tous des producteurs de lait actifs et tiendront le destin de l'EMB entre leurs mains pour les deux années à venir.

Le président Romuald Schaber, Allemagne

Romuald Schaber, membre allemand du comité directeur de longue date, a été élu pour la troisième fois président de l'EMB. Monsieur Schaber est économiste agrégé. Il est né en 1957 à Petershal dans l'Allgäu en Allemagne et a repris en 1986 l'exploitation laitière de ses parents qui compte actuellement 40 vaches. Il est marié et a cinq enfants. Romuald Schaber est membre de la fondation "Gesunde Nahrung" (alimentation saine) et depuis 1998 il est président de la fédération des producteurs de lait allemands (BDM).

La vice-présidente Sieta van Keimpema, Pays-Bas

La présidente de la fédération des producteurs de lait des Pays-Bas (Dutch Dairy Men Board, DDB), Sieta van Keimpema, a été réélue à la vice-présidence de l'EMB. Elle faisait partie des membres fondateurs de l'EMB et est originaire de la région Friesland dans le nord des Pays-Bas. Elle est mariée et a trois fils. Avec son mari elle gère une exploitation de 65 vaches laitières.

Richard Blanc, France

Richard Blanc est un des nouveaux membres du comité directeur de l'EMB. Il a 57 ans, est marié et père de deux fils âgés de 21 et 25 ans. Avec quatre associés, il gère une exploitation collective à La Demi-Lieue dans le Nord de la France. D'un total de 327 hectares, 170 hectares représentent un quota laitier d'environ deux millions de litres. En outre, Monsieur Blanc gère un centre équestre avec deux employés. Il est vice-président de l'Association des Producteurs de Lait Indépendants (APLI) et président du lait équitable en France.

John Comer, Irlande

John Comer en provenance d'Irlande est également nouveau au sein du comité directeur. Il est président de la fédération membre irlandaise Irish Creamery Milk Suppliers Association (ICMSA) et est le premier producteur de lait de la province de l'ouest de l'Irlande Connacht à avoir été élu à ce poste. Il gère une ferme laitière familiale de 42 hectares à Shraheens près de Castlebar, ainsi qu'un élevage bovin et un élevage allaitant. Monsieur Comer a travaillé en Australie et en Nouvelle-Zélande et en plus de son travail au sein de la fédération de producteurs laitiers, ses intérêts pendant son temps libre sont le vélo, les chevaux et les jeux de questions.

Erwin Schöpges, Belgique

Le mandat du Belge Erwin Schöpges a été confirmé. Monsieur Schöpges est né en 1964, est marié et a deux enfants. Il gère une exploitation herbagère de 64 hectares dans la Communauté germanophone de Belgique. Il parle l'allemand, le français et le néerlandais. Erwin Schöpges est le fondateur de la fédération belge MIG (groupement d'intérêts des producteurs laitiers) et était, jusqu'en octobre 2010, le premier président de l'organisation. Depuis il s'engage en tant que vice-président de la MIG et est également président de la coopération belge FAIRCOOP.

Roberto Cavaliere, Italie

Roberto Cavaliere, un des membres fondateurs de l'EMB, a également été réélu au comité directeur. En tant que président de l'organisation italienne Associazione produttori Latte Pianura Padana (APL) il représente les intérêts des producteurs laitiers en Italie depuis 1999. De plus il s'engage depuis 2010 comme président régional de la fédération COPAGRI en Lombardie au sein de laquelle il est responsable pour le secteur laitier pour l'ensemble du pays. Roberto Cavaliere a une exploitation laitière avec 120 vaches laitières. En outre, il commercialise du lait frais, du fromage et de la glace de production propre en vente directe.

Erna Feldhofer, Autriche

Erna Feldhofer est le troisième nouveau membre du comité directeur de l'EMB. Elle est née en 1970 en Autriche, est mariée et a trois enfants (deux filles et un garçon). Avec son mari, Erna Feldhofer gère, en activité principale, une exploitation bovine située à 820m d'altitude avec environ 40 vaches laitières de la race Fleckvieh. Depuis 20 ans, Madame Feldhofer fait partie d'un groupe de danse folklorique et compte la lecture et les travaux d'aiguilles parmi ses passe-temps. Dans la fédération autrichienne IG-Milch elle occupe le poste de présidente.

Thomas Schmidthaler (IG-Milch, Autriche), Anton Sidler (APLI, France) et Willem Smeenk (OPL, France) quittent leur poste au sein du comité directeur. Nous remercions les anciens membres du comité directeur de leur excellent travail et leur souhaitons bonne chance dans toutes leurs activités

futures. Nous espérons qu'ils continueront à nous soutenir par leur engagement auprès de l'EMB.

Aux nouveaux membres du comité directeur nous souhaitons la bienvenue parmi nous. Nous espérons que la coopération avec eux ainsi qu'avec les membres réélus du comité directeur sera agréable pour tous et qu'elle contribuera à atteindre les objectifs politiques des producteurs de lait européens à l'avenir.

Christian Schnier (EMB)

Colloque “Plus forts ensemble” – le DDB réunit les acteurs du secteur laitier autour d'une même table

Le 17 mars, la fédération néerlandaise Dutch Dairy Board (DDB) a organisé dans la commune néerlandaise Eemnes un colloque portant le titre "Plus forts ensemble". L'événement, auquel des orateurs de haut rang ont participé, prévoyait un programme particulièrement intéressant. Les membres du DDB eurent ainsi l'opportunité exceptionnelle de pouvoir participer à une discussion intersectorielle avec différents groupes d'intérêt et de responsables du secteur laitier, tels que le président et le vice-président des trois plus grandes laiteries des Pays-Bas, des managers de l'industrie laitière, des représentants de l'organisme néerlandais pour le marché des produits laitiers, des scientifiques ainsi que des fonctionnaires du ministère de l'agriculture des Pays-Bas. Le comité directeur du DDB est fier de cet événement très réussi qui a eu du succès auprès d'un public très large.

Développement positif du marché

Tant le vice-président de l'organisme néerlandais pour le marché des produits laitiers, Monsieur Kees Wantenaar, que le secrétaire général de l'Association laitière européenne (EDA), Monsieur Joop Kleibeuker, ont parlé de manière positive des perspectives d'avenir du secteur laitier. La raison principale en serait, selon eux, une plus forte augmentation de la demande de lait comparé à l'offre, dû au niveau de vie de plus en plus élevé de la population mondiale. Monsieur Kleibeuker souligna que la taille du "camembert" de la vente de lait issu des Pays-Bas et d'Europe devrait s'agrandir. Sous certaines réserves, cela serait encore plus important que la distribution proportionnelle du "camembert".

Le DDB ne conteste même pas la supposition que les perspectives d'avenir du secteur laitier européen soient bonnes vu la croissance de la population mondiale. Ce n'est cependant pas une garantie pour les producteurs qu'ils recevront, grâce à cette croissance, leur "part du camembert". Malgré que l'industrie laitière des Pays-Bas ait enregistré une forte croissance en termes de rendement, de production et de taille au cours des dernières décennies, la situation financière des producteurs de lait s'est considérablement détériorée. Depuis dix ans, le prix du lait payé aux producteurs ne couvre pas les coûts de production. Les dettes des producteurs laitiers néerlandais auprès de la Rabobank ont plus que doublées durant cette période, pendant que le retour sur les capitaux propres est tombé à zéro.

Prix du lait et prix de revient

Les prévisions présentées par Monsieur Poppe de l'institut des sciences agronomiques de l'Université de Wageningen aux Pays-Bas montrent que le prix du lait couvrant les coûts complets de production ne va faire qu'augmenter dans les années à venir. Une raison de plus pour faire en sorte qu'un prix juste soit payé aux producteurs de lait. Selon Madame Greetje van Heezik, spécialiste dans le droit de la concurrence et de l'organisation du marché européen au cabinet

d'avocats Houthoff Buruma, les chances d'atteindre cet objectif ont augmenté, grâce aux nouvelles propositions de réforme de la politique agricole commune (PAC), prévoyant de nouvelles possibilités pour des organisations de producteurs au delà de celles qu'offre le "paquet lait" actuel.

Appel

Dans son exposé, le DDB a explicitement fait appel à tous les acteurs de la filière de toujours prendre en compte, lors de pourparlers avec des responsables politiques à Bruxelles, les intérêts de l'entière du secteur laitier, au-delà de leurs propres demandes.

Ceci contribuerait effectivement, par des règles du marché justes et transparentes, à ce que tous les acteurs du marché puissent bénéficier des mêmes conditions de concurrence et donc d'un revenu juste. En outre, cette approche constitue la base pour un fonctionnement de l'économie durable et responsable d'un point de vue social, tant aux Pays-Bas qu'au niveau de l'Union européenne.

Surveillance de la chaîne d'approvisionnement

Il est absolument nécessaire d'instaurer une agence de surveillance qui analyse et supervise le développement des prix et des coûts de production du lait, afin de pouvoir évaluer si les changements dans la politique laitière de l'UE contribuent à améliorer la situation des producteurs. Le président de la coopérative Deltamilk, Teunis Sterk, a souligné clairement qu'en dehors de cela, les membres de coopératives doivent également prendre leurs propres responsabilités pour améliorer leur situation.

Discussion

Pendant la discussion animée qui eut lieu à la fin du colloque, un des participants soutenait que les plus grands ennemis des producteurs laitiers se trouvaient à cet instant dans la même salle. Cela a provoqué la réaction d'un autre membre du DDB qui répliqua que le plus grand ennemi des producteurs laitiers était plutôt l'agriculteur qui, au lieu de se rendre au colloque, était resté chez lui pour travailler le samedi lorsqu'eut lieu l'événement. Et il a raison: seulement si nous nous sentons responsables de notre avenir en tant que producteurs de lait et que nous nous engageons, nous avons une chance de pouvoir faire valoir nos intérêts.

Sieta van Keimpema, présidente du DDB et vice-présidente de l'EMB

Stop – Pas d'extension déraisonnable des quotas laitiers

Le European Milk Board (EMB) enverra une lettre aux ministres de l'agriculture de l'Union européenne, aux députés du Parlement européen ainsi qu'aux députés des parlements nationaux. Dans sa lettre, l'EMB signale que l'augmentation d'un pour cent des quotas laitiers prévue pour le premier avril 2012 n'a pas de sens*. Il y a déjà une pression considérable sur les prix payés aux producteurs dans toute l'Europe. Une augmentation supplémentaire des volumes produits ne ferait qu'empirer la situation sur les marchés.

A l'attention des Ministres de l'Agriculture de l'Union européenne,
des députés des parlements nationaux et
des députés du Parlement européen,

Hamm, le 22 mars 2012

Le paquet laitier adopté est un premier pas dans la bonne direction – poursuivez sur votre lancée!

Mesdames et messieurs les ministres,
Mesdames et messieurs les députés,

Le paquet laitier qui vient d'être adopté constitue une première avancée vers une réforme durable de la filière du lait en Union européenne. En notre qualité de représentants des producteurs de lait européens, nous tenions à vous remercier. Grâce à ce nouveau règlement, quelques étapes porteuses d'avenir ont été franchies, qui doivent désormais être suivies d'une mise en œuvre et d'une consolidation toutes deux cohérentes. Sinon, ces mesures demeureront tout simplement lettre morte.

Nous souhaitons souligner, avant tout, le caractère positif de la possibilité désormais donnée aux éleveurs laitiers de se regrouper au sein d'organisations de producteurs ainsi que la possibilité, pour les producteurs et les transformateurs, de passer des contrats obligatoires qui pourront contribuer à rééquilibrer les relations asymétriques entre les acteurs du marché du lait. Nous saluons également la prochaine création d'un mécanisme de surveillance des prix.

Cependant, ces mesures ne produiront leurs véritables effets que si elles sont adaptées à la réalité du marché. Cela signifie, entre autres, que les possibilités de regroupement doivent être étendues aux sociétaires des coopératives et qu'une obligation de contractualisation doit, par ailleurs, être instituée sur la totalité du territoire de l'Union et tenir compte des coûts de production pour les éleveurs laitiers. Autrement, les règles convenues ne contribueront pas à améliorer la position des producteurs de lait sur le marché.

Le mécanisme prévu de surveillance des prix doit être mis en place aussi rapidement que possible et doit être, non seulement, investi d'un pouvoir de surveillance du marché du lait (prix, offre, demande et coûts de production) mais recevoir des compétences effectives de régulation dans le souci de prévenir la production d'excédents nuisibles au marché. A elle seule, une surveillance des prix ne suffit pas. Il importe, par ailleurs, de garder un œil sur les marges. Entre les mois de juillet 2010 et 2011, le prix des intrants nécessaires à la production de lait a grimpé de 10-15 % dans de nombreux pays européens. En d'autres termes, les coûts moyens de production du lait dépassent désormais largement les 40 centimes d'euro.

L'absence d'autorégulation du secteur laitier a pu être constatée au cours des dernières semaines, voire des derniers mois, sur l'ensemble du territoire communautaire. A vue d'œil, la pression s'est accentuée sur les marchés, avec pour preuve la chute vertigineuse des prix versés aux producteurs. Rien qu'en Belgique, le prix de base est passé, entre les mois de décembre 2011 et mars 2012, de 29,84 à 28,50 centimes d'euro. Quelques laiteries françaises ont déjà annoncé qu'en avril 2012, le prix versé pour le lait chuterait à 27,5 centimes. Les autres états-membres n'échappent pas à cet effondrement. Pendant ce temps, les producteurs restent privés de tout moyen de réaction adéquate à ces imprévisibles signaux du marché. Et les livraisons de lait atteignent, comme précédemment, des sommets.

Il importe, dès lors, de suspendre, pour l'instant, la hausse de 1 % des quotas

programmée pour le 1er avril 2012 afin de ne pas saturer, encore plus, les marchés ! Il est absolument indispensable de prendre une telle mesure afin de freiner, dans l'immédiat, une nouvelle chute des prix.

Nous vous enjoignons d'œuvrer en ce sens. A mi-parcours, durant la campagne laitière, une nouvelle analyse de la situation du marché peut être entreprise dans le but d'évaluer les effets de la mise entre parenthèses du relèvement des quotas.

Nous vous prions d'accepter, mesdames et messieurs les ministres, mesdames et messieurs les membres de la Commission européenne, mesdames et messieurs les députés, nos salutations distinguées.

* L'augmentation actuelle des quotas laitiers se base sur une décision des ministres de l'agriculture de l'UE du 19 novembre 2009 portant sur une augmentation des quotas laitiers de cinq pour cent jusque 2012, correspondant à une augmentation d'un pour cent par an à partir de 2009.

Lettre ouverte de l'EMB

La concurrence des laiteries pour le lait est "sous-développée"

L'office fédéral allemand des ententes est d'avis que les possibilités des agriculteurs de changer de laiterie et de vendre leur lait à une autre entreprise sont très réduites. Le 5 mars, lors du congrès laitier organisé par le Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft (AbL), le Katholische Landjugend (KLJB) et l'université de Kassel en Allemagne, Eva-Maria Schulze de l'Office fédéral allemand des ententes nomma deux raisons fondamentales pour cette situation: d'un côté, les agriculteurs sont liés par des contrats de livraison de trop longue durée avec la plupart des laiteries; d'un autre côté, le degré de concentration des laiteries est si élevé dans certaines régions que les agriculteurs n'ont de toute façon pour ainsi dire plus le choix. Pour cette raison, l'office des ententes examinera encore de plus près qu'auparavant si de nouvelles fusions entre laiteries entraînent des conséquences négatives pour les producteurs de lait.

Extrait d'un communiqué de presse de l'AbL

La contractualisation - les producteurs de lait français dénoncent cette pratique

Le 22 avril de cette année auront lieu en France les élections présidentielles. Un possible deuxième tour est prévu le 6 mai. Dans ce contexte, l'Association des Producteurs de Lait Indépendants (APLI) a écrit une lettre ouverte au Président Nicolas Sarkozy.

Dans cette lettre, l'APLI attire l'attention sur les problèmes pressants concernant la contractualisation entre producteurs de lait et laiteries. Cette pratique avait été rendue obligatoire par arrêté ministériel le 10 décembre 2010. Les producteurs de lait revendiquent que la situation économique précaire qui en résulte soit reconnue et qu'une solution soit trouvée. Les producteurs de lait français et leurs familles doivent à nouveau être à même de vivre dans des conditions dignes et acceptables d'un point de vue économique.

Une des critiques des producteurs au sujet du contenu des contrats est que ceux-ci doivent être conclus pour une durée minimale de 5 ans, sans pour autant garantir un prix à la production minimum couvrant les coûts de production ainsi qu'une rémunération. Les producteurs se voient ainsi relégués dans une position de "réserve économique", permettant aux autres acteurs d'économiser des coûts lorsque la situation économique est mauvaise.

De plus, ils craignent que les banques pourraient exiger une durée minimale de 15 ans comme garantie et qu'elles ne donneraient des crédits que lorsque cette condition serait remplie. L'agriculture dans son ensemble, mais également des biens culturels connexes tels que la cuisine française - reconnue patrimoine culturel par l'UNESCO- feraient dorénavant partie de l'histoire.

Dans leur lettre, les producteurs de lait posent également la question ce que le statut de membre d'une coopérative agricole représenterait encore à l'avenir: les coopérateurs pourront-ils encore décider librement ou seront-ils des agents contractuels liés pendant des années? Les grandes coopératives françaises ont convenu entre elles que dorénavant elles ne proposeraient plus que des affiliations de 5 ans. En fait, il n'y a jamais eu, préalablement à l'introduction des contrats, une vraie discussion entre les producteurs et les coopératives laitières ou les laiteries privées sur le contenu des contrats ou les compromis que ceux-ci impliquent.

Les producteurs se prononcent aussi contre des organisations de producteurs obligatoires telles que prévues par le gouvernement français. Ils considèrent ainsi un engagement contractuel de cinq ans comme exagéré et ne veulent pas en plus devoir prendre en charge les coûts administratifs et les frais de personnel supplémentaires d'une telle organisation.

Association des Producteurs de Lait Indépendants (APLI)

Agenda EMB

Veillez trouver ici quelques rendez-vous et événements importants de l'EMB en avril 2012

- 16.-18.04.: Réunion avec des producteurs de lait en Pologne
- 19.04.: Présentation de la crème glacée du lait équitable belge FAIREBEL
- 20.04.: Réunion du comité directeur de l'EMB à Bruxelles
- 26.04.: Convoi de tracteurs à Constance en Allemagne

Contact:

EMB – European Milk Board, Office
Bahnhofstraße 31, D – 59065 Hamm, Germany
Tel.: 0049 – 2381 – 4360495
Fax: 0049 – 2381 – 4361153

office@europeanmilkboard.org
www.europeanmilkboard.org